



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Synthèse annuelle 2025

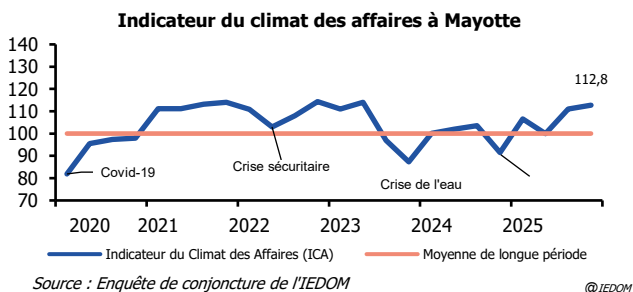
Une année portée par les travaux de réhabilitation post-Chido

L'année 2025 est une année de transition pour Mayotte. Les conséquences du cyclone Chido continuent d'affecter la conjoncture économique du territoire, largement portée par les chantiers de reconstruction. En dépit de l'absence d'un cadre de soutien clair de la part de l'État, qui entame la confiance des chefs d'entreprise, l'indice du climat des affaires s'établit à 112,8 points à la fin de l'année. Dans un contexte d'inflation modérée, 1 % environ, la consommation des ménages se redresse progressivement.

Les perspectives pour 2026 pourraient toutefois souffrir de la dégradation de la conjoncture internationale. Le conflit au Moyen-Orient pèse fortement sur les chaînes d'approvisionnement de Mayotte et pourrait conduire à une décélération de l'activité.

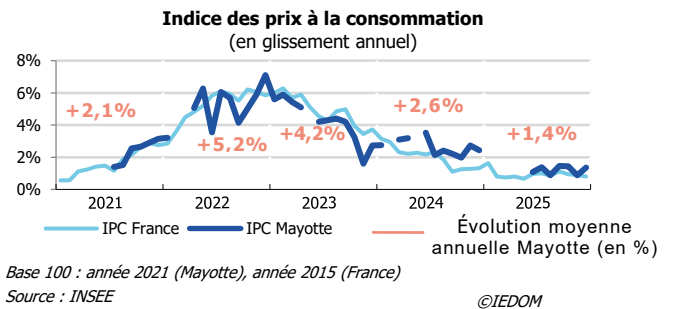
Une conjoncture économique à la recherche d'un second souffle

Un climat des affaires erratique



L'activité rebondit en 2025. L'ICA s'établit à 106,6 points dès le premier trimestre, et atteint 112,8 points au quatrième trimestre, traduisant un effet de reprise post-Chido. Portée par la poursuite des travaux de reconstruction, cette reprise demeure vulnérable aux difficultés logistiques et à la dégradation de la trésorerie des entreprises. En dépit de sa forte hausse au cours de l'exercice, l'ICA observe ainsi une chute au deuxième trimestre, à 99,9 points. Fragile, la reprise est également inégale. Le BTP bénéficie largement des programmes de reconstruction, contrastant avec les services et le commerce, à l'activité toujours entravée par les conséquences du cyclone. Outre les tensions sur la trésorerie, les chefs d'entreprise déplorent des délais de paiement allongés et une visibilité limitée sur leurs perspectives d'activité.

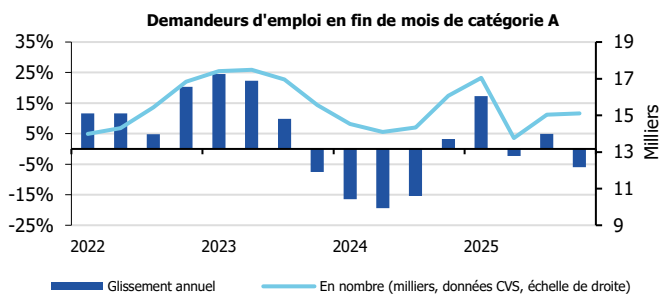
Une inflation relativement faible



L'inflation continue de ralentir en 2025. L'indice des prix à la consommation augmente de 1,3 % en moyenne annuelle, contre +2,4 % en 2024. Ces niveaux restent supérieurs à ceux enregistrés pour la France entière, +0,8 % en 2025 après +1,3 % en 2024.

Ce ralentissement de l'inflation est surtout imputable à une baisse des prix de l'énergie, enregistrant une évolution de -9,4 % en 2025. Les produits alimentaires et les boissons progressent de 5 %, tandis que les prix des produits manufacturés demeurent quasiment inchangés, avec une variation inférieure à 1 %.

Un marché du travail mahorais toujours illisible

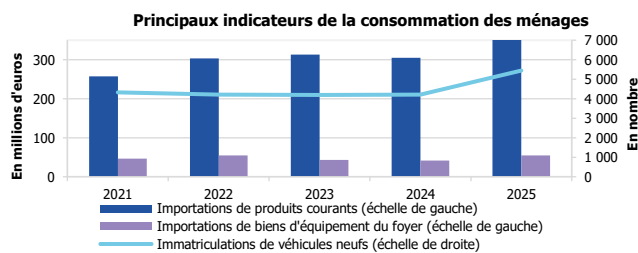


Source : France Travail - Dares, STMT, traitements Dares.

©IEDOM

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFA A) diminue de 6 % en 2025, rompant avec la dynamique négative initiée au deuxième semestre 2024. Les jeunes de -25 ans (-3,8 %) et les plus de 50 ans (-5,7 %) bénéficient de cette embellie contrairement aux 25-49 ans (+2,1 %). Les spécificités du marché du travail mahorais ; telles l'existence d'un halo autour du chômage ou les comportements atypiques d'une partie de la population active rendent difficiles l'interprétation de ces fluctuations. Elles pourraient être corrélées aux nombreux départs de salariés à la suite du cyclone.

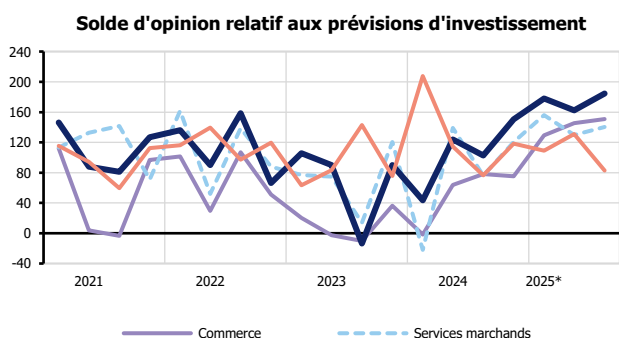
Une consommation des ménages corrélée à la gestion post-cyclone



Sources : Douanes, Préfecture de Mayotte, calculs IEDOM

Le contexte post-cyclone tire à la hausse la consommation des ménages mahorais en 2025. De cette hausse résulte un bond des importations, de +21,6 % pour les produits courants et +25,4 % pour les biens d'équipement. Les immatriculations de véhicules neufs bondissent de +41,5 % sur un an. Ce regain est soutenu par une hausse des crédits à la consommation, dont l'encours progresse de +15,8 %, contre 6,1 % en 2024.

Des intentions d'investissement qui se sont concrétisées



*Dernier point T3 2025 suite à un changement de méthodologie au dernier trimestre 2025

Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, données CVS

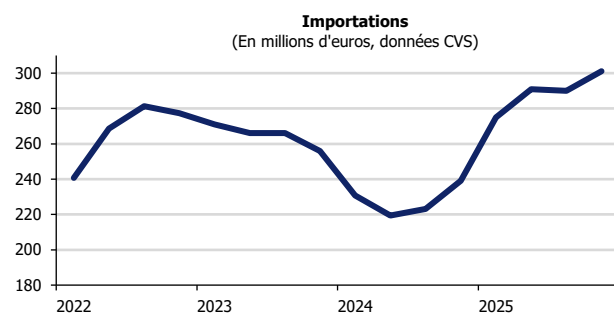
@IEDOM

Les entreprises affichent un niveau élevé d'investissement, pour renouveler leur matériel et rétablir leur appareil productif. Pour les mêmes raisons, les prévisions d'investissement ont été favorables toute l'année.

Les importations de biens destinés aux entreprises progressent significativement, de 31,7 % concernant les biens d'équipement professionnel et de 38,1 % concernant les biens intermédiaires.

L'encours global des crédits aux entreprises s'élève à 867,1 millions d'euros, progressant de 7 % sur un an, rythme moins soutenu qu'en 2024 (+13,7 %). Les crédits d'investissement et les crédits immobiliers suivent des dynamiques comparables. Les premiers croissent de 10,1 %, contre +22,4 % en 2024, les seconds de +8,7 % après +13,2 % en 2024.

Un niveau d'importation historique



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

@IEDOM

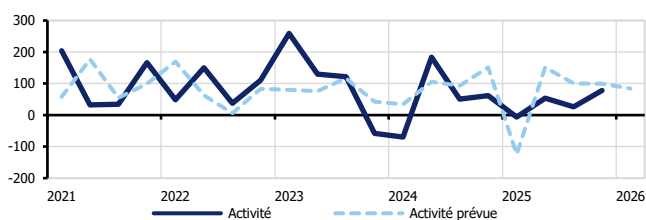
Les importations mahoraises enregistrent un niveau record en 2025, progressant de 25,9 % à plus de 300 millions d'euros. Cette performance s'explique par un effet de rattrapage après un exercice 2024 marqué par une multitude de crises (barrage des routes, insécurité accentuée, etc.). Les importations de biens d'investissement progressent de 31,7 %, celles de biens intermédiaires de 38,1 % et celles de biens de consommation non durables de 12 %.

Les exportations augmentent de 28,1 % après une hausse moins marquée en 2024 (+4 %). Elles demeurent marginales. Le taux de couverture des échanges extérieurs reste très faible à 1,4 % et la balance commerciale reste lourdement déficitaire, à hauteur d'un peu plus d'un milliard d'euros (1,1 Md€).

Une relance progressive de l'activité au second semestre

Le BTP principal bénéficiaire des travaux de réhabilitation post-Chido

Solde d'opinion relatif à l'activité du secteur BTP



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

@IEDOM

Les espoirs des professionnels du secteur de voir leur activité soutenue par de rapides travaux de reconstruction sont en partie exhaussés. Le volume d'activité du secteur est important, les carnets de commandes affichent des niveaux élevés et la trésorerie s'améliore à mesure que les délais de paiement se réduisent. Conséquence de ce dynamisme, les indicateurs du secteur sont bien orientés. L'encours des crédits immobiliers aux entreprises augmente de 8,7 %, et l'encours des crédits à l'habitat aux ménages progresse de 6 %. Les réalisations de 2025 restent toutefois inférieures aux anticipations des chefs d'entreprise, et le secteur reste dans l'attente du lancement de nombreux chantiers de reconstruction du territoire.

Hausse marquée de l'activité bancaire en soutien à la reconstruction post-cyclone

La collecte de dépôts poursuit sa progression

Au cours de l'année 2025, la collecte globale de dépôts par les établissements de crédit, qu'ils soient installés ou non à Mayotte, continue de progresser (+21,7 % après +20,5 % en 2024). Ainsi, les actifs financiers détenus par les sociétés et les ménages mahorais s'élèvent à 1,467 milliard d'euros.

Les dépôts à vue, qui représentent 56,6 % de la collecte globale, soit 796,5 millions d'euros, sont en hausse de 16,6 %. L'épargne à long terme poursuit également sa progression (+7,3 % après +9,4 % en 2024) pour s'établir à 156 millions d'euros.

La collecte des ménages, représentant 46,6 % des actifs financiers (-4 points comparé à 2024), est en hausse en 2025 (+12,4 % après +7,7 % en 2024). Cette progression est portée par l'augmentation des dépôts à vue des ménages (+8,3 %), des placements de court terme et de l'épargne à long terme (respectivement de +19,1 % et de +7,2 %). La collecte des entreprises connaît une nouvelle augmentation significative (+34,4 % après +41,1 % en 2024).

À fin 2025, les établissements de crédits installés localement concentrent 67,8 % de l'encours des dépôts et 62,7 % de l'encours de crédit.

Une amélioration progressive de l'activité commerciale

Malgré une activité fortement perturbée en 2024 et un premier semestre difficile en 2025, les entreprises constatent une amélioration progressive de l'activité du secteur tout au long du deuxième semestre.

Les trésoreries, fortement dégradées au premier semestre, se renforcent également. Parallèlement, les délais de paiement se raccourcissent tout au long de l'année.

Toutefois, une baisse des effectifs est à noter.

L'année 2025 est donc synonyme de reprise pour le secteur commercial, en dépit d'une année 2024 compliquée et de la crise post-Chido.

Sur l'année, les encours des risques enregistrés pour le secteur font état d'une hausse de 4,3 %.

Légères éclaircies pour les services marchands

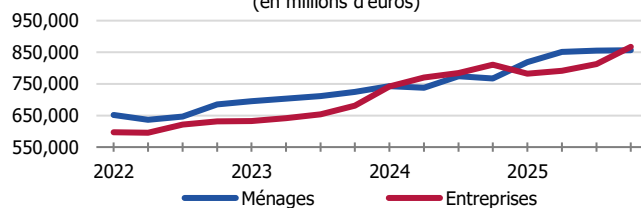
Les chefs d'entreprise des services marchands jugent leur activité en progression, à la faveur d'une forte augmentation de leurs carnets de commandes.

Toutefois, les trésoreries restent dégradées malgré une légère amélioration au dernier trimestre.

La croissance des crédits se maintient, mais à des rythmes distincts

L'encours des crédits accordés aux ménages augmente fortement entre la fin de l'année 2024 et le début de l'année 2025 (+6,7 % entre le 4^{ème} trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025 et +3,9 % entre le 1^{er} et le 2^{ème} trimestre 2025). Les deux derniers trimestres de l'année 2025 enregistrent une progression plus modérée (+0,5 % sur le deuxième semestre). Cette évolution se porte finalement à +11,6 % au niveau annuel. Elle s'explique principalement par l'augmentation des crédits à la consommation (+15,8 % après +6,1 % en 2024). Les crédits à l'habitat sont également en hausse de 6 % sur l'année 2025 (après +5,8 % en 2024). Il convient de souligner qu'à Mayotte, les crédits à la consommation sont également mobilisés pour financer des investissements immobiliers. Depuis le passage du cyclone Chido en décembre 2024, les crédits à la consommation ont été fortement mobilisés pour financer des travaux de reconstruction.

Evolution des encours de crédits (en millions d'euros)



Source : IEDOM, BDF, collecte RUBA

L'accompagnement financier des sociétés se poursuit sur l'année 2025 (+7 % depuis fin 2024), bien que le début d'année ait été marqué par une baisse notable des encours de crédit aux entreprises (-3,4 % entre le 4^{ème} trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025). Sur l'année 2025, les encours de crédits d'exploitation et de crédits de trésorerie sont en baisse (respectivement de 12,9 % et de 16,5 %). À l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent une nette progression (+10,1 %). Cette dynamique est suivie de près par les crédits à l'équipement (+9,9 %) ainsi que les crédits immobiliers (+8,7 %). En 2025, les besoins de financement des entreprises résultent majoritairement des nécessités de renouvellement de l'outil de production, détruit après le passage du cyclone Chido.

Une sinistralité stable

En décembre 2025, le taux de créances douteuses s'établit à 6,6 %, soit 0,2 point au-dessus du niveau de 2024. L'encours brut s'élève à 152 millions d'euros, en hausse de 10,6 % sur un an.

Les tarifs bancaires sont en hausse à Mayotte et creusent l'écart avec l'Hexagone

Après une année 2024 marquée par un resserrement de l'écart des tarifs bancaires avec ceux de l'Hexagone, l'année 2025 enregistre un nouveau creusement avec le reste de la France.

Durant la période allant d'avril 2024 à avril 2025 et concernant 14 tarifs bancaires différents observés à Mayotte, 6 sont en moyenne inférieurs ou égaux aux tarifs hexagonaux et 8 sont supérieurs. Cependant, les tarifs bancaires à Mayotte restent globalement inférieurs à ceux observés dans les autres DCOM de la zone euro : sur 14 tarifs bancaires, 2 sont en moyenne supérieurs et 10 sont inférieurs ou égaux aux tarifs observés en DCOM. Sur un an à Mayotte, 10 tarifs bancaires sont en hausse, 3 sont restés gratuits quand seulement 1 est en diminution.

Une utilisation toujours vigoureuse des espèces

L'utilisation des espèces ne faiblit pas, l'IEDOM ayant émis 30,7 millions de billets sur l'année 2025, soit 7,1 % de plus qu'en 2024. Le nombre de DAB/GAB sur l'ensemble du territoire reste stable à 80.

2026 : vers de réels projets d'investissement tout en poursuivant la réhabilitation ?

Après une année 2025 érigée sous le signe de la réparation post-Chido, 2026 doit être pour Mayotte une période de transition majeure vers la reconstruction durable du territoire. La Loi de programmation du 11 août 2025, qui prévoit une enveloppe de 4 milliards d'euros d'ici 2031, demeure le pilier central de ce renouveau. Les indicateurs en fin d'année 2025 témoignent d'une dynamique de rattrapage, avec notamment, une hausse des crédits d'investissement de 7 % et une progression de 31,7 % des importations de biens d'équipement.

Toutefois, la mise en œuvre de la refondation se heurte à des obstacles structurels persistants.

Le déploiement des grands projets d'infrastructures tels que la construction massive d'établissements scolaires et le nouveau site de l'aéroport, reste conditionné par la parution des décrets d'application, dont la lenteur administrative freine la concrétisation des mesures sur le terrain. Le contexte budgétaire national, avec une orientation à la baisse des dépenses publiques, couplée à un objectif de réduction du déficit public, fait peser un risque majeur quant à la concrétisation réelle de ces projets.

Cette inertie est particulièrement visible dans la gestion post-Chido, où les aides à la reconstruction et la prise en charge des assurances accusent un retard de versement significatif. Cette situation fragilise la trésorerie des entreprises, déjà mise sous tension par l'allongement marqué des délais de paiement publics, qui dépassent fréquemment les 90 jours. Ainsi, le principal point de rupture réside dans le décalage entre les autorisations d'engagement budgétaires et le décaissement effectif des crédits de paiement. Ce phénomène est plus sensible pour les TPE-PME du secteur du BTP, les contraignant à un endettement lourd pour maintenir leur activité.

Enfin, le contexte international influe directement sur les prix des matériaux et des denrées alimentaires, faisant peser de nouvelles incertitudes sur un territoire déjà fragilisé par la succession et le chevauchement des crises.

Ainsi, en 2026, la viabilité du modèle de croissance mahorais, portée par la commande publique dans son entièreté, dépendra donc moins de nouvelles programmations législatives que de la capacité des pouvoirs publics à assurer le financement et la gestion des projets, indispensables pour transformer les perspectives de développement en réalisations tangibles.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Florence MAR-PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. AMELINEAU, F. BLEUZET, N. OUMOURI